

ACTION URGENTE

HONDURAS. PROTÉGEZ UN MILITANT LGBT MENACÉ

Le 8 juin, Alexander David Sánchez Álvarez, militant LGBT et défenseur des droits humains, a été menacé d'une arme pour la troisième fois cette année. Amnesty International pense que sa vie est en danger.

Le matin du 8 juin, vers 8 h 10, **Alexander David Sánchez Álvarez** se rendait au Centre de prévention, de traitement et de réadaptation pour les victimes de torture et leurs familles (CPTRT), où il travaille comme infirmier. Il sortait tout juste d'un taxi à quelques mètres des locaux quand il est passé tout près d'une voiture beige aux vitres teintées, à l'arrêt dans les embouteillages. À l'intérieur se trouvaient trois hommes vêtus de l'uniforme spécial de l'unité de police « Cobra ». L'homme côté passager a baissé la vitre, pointé une arme sur Alexander David Sánchez Álvarez et lui a dit : « C'est le petit pédé [...] oui c'est bien toi ». Ce dernier s'est enfui et s'est caché dans un immeuble près de là, où il a noté le numéro d'immatriculation de la voiture et signalé cet épisode au bureau du procureur général.

Alexander David Sánchez Álvarez milite activement au sein de la communauté LGBT, travaillant et faisant du bénévolat pour plusieurs organisations de défense des LGBT et des droits humains. C'est la troisième fois cette année qu'il est menacé d'une arme.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à diligenter une enquête indépendante, minutieuse et impartiale sur les menaces dont Alexander David Sánchez Álvarez a été victime, à rendre les conclusions publiques et à traduire les responsables présumés en justice ;
- exhortez-les à prendre des mesures immédiates pour fournir une protection complète et appropriée à cet homme, dans le respect de ses souhaits ;
- rappelez-leur que les défenseurs des droits humains ont le droit de mener leurs activités sans restrictions injustes ni craintes de représailles, conformément à la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 26 JUILLET À :

Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme

Ana Pineda
Ministra de Justicia y Derechos Humanos
Casa Presidencial
Boulevard Juan Pablo Segundo
Palacio José Cecilio del Valle
Tegucigalpa, M.D.C.
Honduras

Fax : +504 2290 5129
Formule d'appel : *Estimada Sra. Ministra, / Madame la Ministre,*

Procureur général

Sr. Luis Alberto Rubí
Fiscal General de la República
Lomas del Guijarro, Avenida
República Dominicana
Edificio Lomas Plaza II
Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 2221 5667

Formule d'appel : *Estimado Fiscal General, / Monsieur le Procureur général,*

Copies à :

ONG

Centro de Prevención, Tratamiento y Rehabilitación de las Víctimas de Torturas y sus Familiares (CPTRT)
Colonia Palmira, Avenida República de Brasil, Casa #2340, Tegucigalpa
Honduras

Courriel : cptrt@cablecolor.hn

Fax : +504 2236 7273

Veuillez également envoyer des copies aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 12/11. Pour plus d'informations :

<http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR.37/002/2011/fr>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

HONDURAS. PROTÉGEZ UN MILITANT LGBT MENACÉ

INFORMATIONS GÉNÉRALES

En janvier 2011, Alexander David Sánchez Álvarez a été menacé et agressé physiquement deux fois en cinq jours par des hommes armés, près des locaux de deux organisations de défense des droits humains pour lesquelles il travaille : le Colectivo Violeta et le CPTRT. Les responsables n'ont pas encore été identifiés.

Amnesty International s'inquiète de l'environnement des militants et d'autres membres de la communauté LGBT au Honduras. Les agressions font rarement l'objet d'une enquête minutieuse et les personnes signalant ces événements ne sont pas suffisamment protégées. Amnesty International a rassemblé des informations concernant l'affaire de Walter Trochez, militant en faveur des droits humains des LGBT, tué à Tegucigalpa en décembre 2009. Neuf jours avant, il était parvenu à s'enfuir après avoir été enlevé par plusieurs hommes masqués qui lui avaient demandé les noms et adresses de membres du mouvement LGBT opposés au coup d'état de juin 2009. Ses ravisseurs lui auraient déclaré avoir reçu l'ordre de le tuer. L'enquête menée sur cette affaire n'a conduit à aucune accusation ni condamnation.

Dans un rapport de 2010 sur le Honduras, Amnesty International soulignait la brusque augmentation du nombre d'homicides de femmes transgenres à la suite du coup d'état de juin 2009. Entre 2003 et mars 2009, des organisations de défense des droits humains avaient recensé 17 meurtres de femmes transgenres. De fin juin à décembre 2009, 12 nouveaux cas avaient été signalés par des ONG locales. Aucune donnée n'était alors disponible concernant les enquêtes ouvertes sur ces homicides.

En avril 2010, Amnesty International a fait part de son inquiétude concernant la situation des LGBT au Honduras dans sa soumission dans le cadre de l'examen périodique universel de l'ONU - Neuvième session du groupe de travail de l'EPU du Conseil des droits de l'homme (Index AI : AMR 37/005/2010). Ce document (en anglais) est disponible sur :

<http://www.amnesty.org/en/library/asset/AMR37/005/2010/en/79e58f10-220d-40ff-ab81-464b56aa439b/amr370052010en.pdf>.

Action complémentaire sur l'AU 12/11, AMR 37/005/2011, 14 juin 2011

